

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2012

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

Nouvelle baisse de l'activité

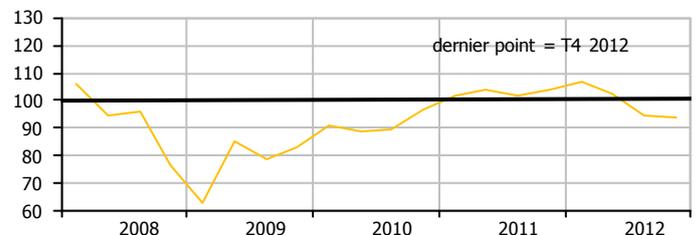
L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en léger retrait (-1,3 point) au quatrième trimestre, après avoir fortement baissé lors des deux trimestres précédents. Il demeure en deçà de sa moyenne de longue période (- 6,5 points), et atteint son niveau le plus faible depuis septembre 2010.

Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise concernant la fin d'année 2012 : l'activité est jugée en baisse et la trésorerie se détériore.

Dans ce contexte économique dégradé, la consommation des ménages résiste mais affiche un moindre dynamisme. Le marché du travail reste atone et les offres d'emploi subissent une nouvelle diminution. Les investissements affichent en revanche une hausse modérée.

La contraction de l'activité englobe l'ensemble des secteurs, y compris celui du tourisme où le début de la saison se situe légèrement en deçà des attentes des professionnels. En revanche, les prévisions pour le début 2013 sont plus optimistes et les chefs d'entreprise anticipent une consolidation de leur trésorerie et une amélioration de leurs charges d'exploitation. Les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise sont en hausse, reflétant l'espoir d'une éclaircie au premier trimestre 2013.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

UNE CROISSANCE MODÉRÉE DANS LA CARAÏBE

L'économie des pays de la région Caraïbe connaît une croissance modérée en 2012. Selon la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance caribéenne est positive (+ 1,1 %), à l'exception de la Jamaïque (- 0,8 %) et de Saint-Kitts et Nevis (- 0,2 %). Elle repose principalement sur la demande intérieure, tant publique (+ 3,9 %) que privée (+ 3,7 %). La hausse de l'activité domestique, notamment dans les secteurs des services (commerce, hôtels et restaurants, activités financières) et de la construction, contribue à soutenir la croissance.

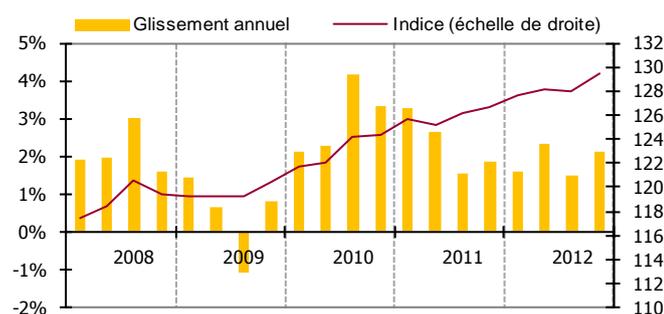
Sur le plan sectoriel, l'agriculture souffre des mauvaises conditions climatiques et le secteur de la banane est confronté à la cercosporiose qui ravage les plantations (Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines). L'activité industrielle est favorablement orientée à Saint-Domingue, mais en retrait à Trinidad et Tobago. Les performances du secteur du tourisme sont contrastées : à la Barbade et dans les pays de l'Union monétaire de la Caraïbe orientale, la valeur ajoutée du secteur est en baisse, alors que les autres pays de la région bénéficient de flux touristiques en progression qui contribuent à stimuler l'activité économique.

Hausse modérée des prix

Après un troisième trimestre stable, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 1,1 % au dernier trimestre 2012. Cette évolution s'explique essentiellement par une augmentation du prix des services (+ 2,0 %), notamment due à la hausse sensible du poste transports et communications (+ 4,9 %) sous l'effet de la variation des tarifs aériens, et dans une moindre mesure, de celle des prix de l'alimentation (+ 0,9 %).

En glissement annuel, le rythme de croissance des prix est de + 2,1 %. L'évolution des prix des services (+ 2,0 %) et de l'alimentation (+ 3,3 %), combinée à celle de l'énergie (+ 5,5 %), expliquent cette hausse.

Indice des prix à la consommation



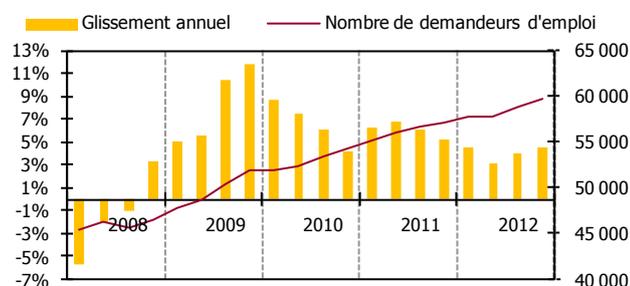
Source : Insee

Marché du travail terne

Fin décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) s'élève à 59 660 personnes. Le rythme de croissance ralentit au quatrième trimestre (+ 1,2 % contre + 2,1 % au troisième trimestre). Sur un an, il reste toutefois soutenu (+ 4,6 %). En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 9,8 % en glissement annuel.

Les offres d'emploi collectées par pôle emploi diminuent de 7,9 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution concerne davantage les offres d'emploi durable (6 mois ou plus, - 14,1 %), mais également les offres d'emploi de moins de 6 mois (- 4,4 %).

Demandeurs d'emploi - DEFM A (en données CVS)



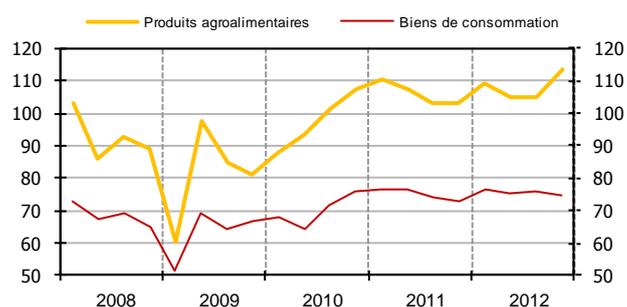
Source : DIECCTE

Léger ralentissement de la consommation des ménages

Au quatrième trimestre, la consommation des ménages s'essouffle en lien avec le contexte économique morose. Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipements du foyer diminuent légèrement (respectivement - 2,2 % et - 2,3 % sur le trimestre, CVS). Elles se situent toutefois au-dessus de leur niveau de fin 2011 (+ 1,8 % et + 14 % en glissement annuel, données CVS).

Les importations de produits agro-alimentaires augmentent toutefois de + 8,0 % sur le trimestre et + 9,8 % sur un an (données CVS). Les crédits à la consommation des ménages sont en hausse, bien que de manière moins dynamique, de + 0,7 % sur le trimestre et + 0,5 % en glissement annuel. Les dirigeants du secteur du commerce font état d'une activité dégradée au quatrième trimestre 2012, mais les prévisions sont plus favorables pour le début d'année 2013.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes

La situation financière des ménages demeure contrastée. Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire diminue de 0,9 % sur le trimestre et de 1,4 % en glissement annuel. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement diminue de 17,9 % en glissement annuel en dépit d'une légère augmentation sur le trimestre (+ 7,8 %). Les retraits de carte bancaire sont en revanche en forte hausse (+ 25 % sur un an, soit + 327 retraits).

Progression timide des investissements

Les prévisions d'investissement à un an s'inscrivent en légère hausse et sont majoritairement positives pour la première fois depuis mi-2008, reflétant un regain d'espoir pour le début d'année 2013.

Au quatrième trimestre, les importations de biens intermédiaires affichent une faible augmentation (+ 0,6 % par rapport à septembre et + 9,5 % en glissement annuel, CVS) et les crédits à l'investissement des entreprises progressent de 4,3 %. Toutefois les importations de biens d'équipement des entreprises sont à nouveau en baisse, de 4,9 % sur le trimestre et de 9,0 % sur un an (données CVS).

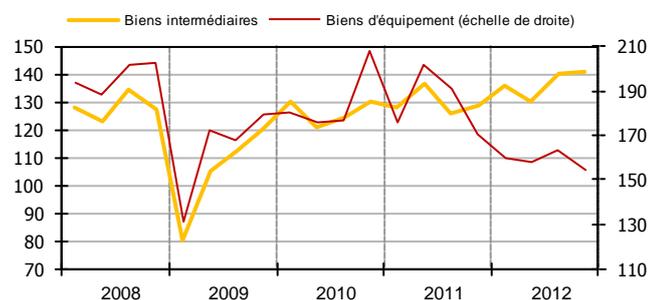
Les incidents de paiement sur effets de commerce diminuent en nombre (- 8,5 %) et en montant (- 21,4 %) par rapport au trimestre précédent mais augmentent en glissement annuel et sont d'un montant moyen plus élevé. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste stable par rapport au troisième trimestre. Néanmoins, l'allongement des délais de paiement pèse sur la trésorerie des entreprises, qui continue à se détériorer au quatrième trimestre.

Hausse des importations mais repli des exportations

Les importations augmentent à nouveau au quatrième trimestre (+ 2,6 %, CVS). Cette évolution tient essentiellement à la hausse des importations de produits agroalimentaires (+ 8,0 %, CVS) et dans une moindre mesure à celle des biens d'équipement (+ 0,6 %, CVS). Sur un an, elles progressent de + 3,8 % (données CVS) et se situent à un niveau supérieur à celui d'avant crise.

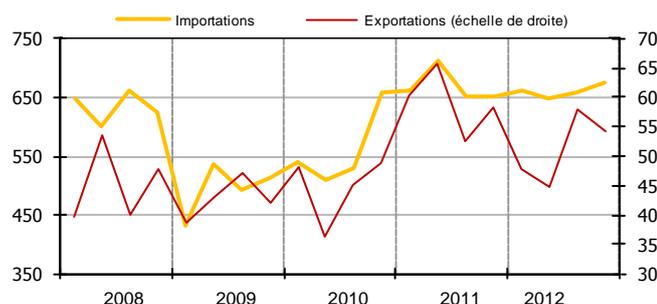
Les exportations fléchissent à la fois sur le trimestre (- 6,9 %, CVS) et sur un an (- 6,9 %, CVS), du fait d'une baisse des exportations de produits agroalimentaires.

Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes

Echanges commerciaux (CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes

L'ACTIVITÉ EST DÉCEVANTE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

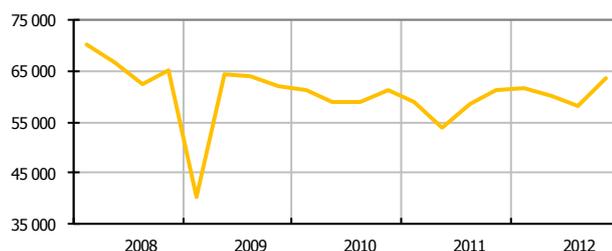
L'activité se contracte à nouveau en fin d'année 2012, selon les résultats de l'enquête de conjoncture, et la situation financière des entreprises reste fragile. L'allongement des délais de paiement de la clientèle et la hausse des charges d'exploitation impactent négativement la trésorerie qui enregistre une nouvelle détérioration. Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent un accroissement sensible de leur activité en début d'année ainsi qu'une dégradation moins marquée de leur trésorerie, liée à une stabilisation de leurs charges.

Les exportations de produits agricoles sont en baisse (- 5,8 % par rapport au troisième trimestre, CVS), révélant des difficultés dans le **secteur primaire**, en dépit d'une hausse des exportations de bananes (+ 9,3 % sur le trimestre et en glissement annuel). L'activité du **secteur de l'agroalimentaire** se dégrade pour le troisième trimestre consécutif d'après les chefs d'entreprise interrogés. Les exportations de produits alimentaires baissent en particulier de 11,0 % (CVS).

L'activité du **secteur industriel** (hors industries alimentaires) diminue à nouveau. Les principaux soldes de gestion se détériorent fortement, exceptés pour les effectifs qui restent stables. Les prévisions des chefs d'entreprise du secteur pour le début d'année sont toutefois légèrement plus optimistes.

La situation des entreprises du **bâtiment et des travaux publics** paraît plus favorable qu'au trimestre précédent. L'activité fléchit légèrement mais on note une amélioration des délais de paiement et des charges qui impactent positivement la trésorerie. La consommation de ciment reprend au quatrième trimestre (+ 9,9 % sur le trimestre, et + 3,9 % sur un an, CVS), après avoir atteint un niveau historiquement bas en septembre et le nombre de logements autorisés progresse sensiblement. Les crédits à l'habitat sont en faible hausse sur le trimestre (+ 1,7 %) et restent dynamiques sur l'année (+ 8,2 %).

Ventes de ciment (CVS, en tonnes)



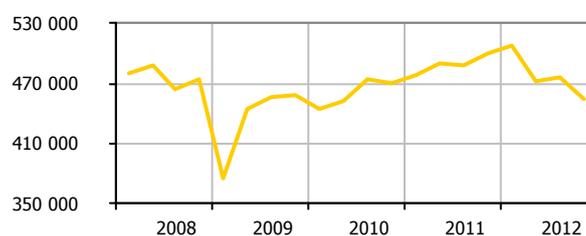
Source : Ciments Antillais, CVS Iedom

L'activité dans le **secteur du commerce** se dégrade. Le nombre de véhicules neufs immatriculés diminue de 5,6 % sur le trimestre et de 0,6 % en glissement annuel (CVS).

Dans les **services marchands**, l'activité manque de dynamisme et les professionnels anticipent une baisse pour le début d'année. La trésorerie ainsi que les délais de paiement se dégradent.

L'activité s'essouffle dans le **secteur du tourisme**. Le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport poursuit son recul pour le troisième trimestre consécutif (- 4,5 % en données CVS). Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie pour les mois d'octobre et de novembre enregistre une forte baisse par rapport à la même période de l'année précédente (- 9 000 nuitées) et le taux d'occupation des hôtels classés diminue légèrement (49 % contre 52 % en 2011).

Trafic de passagers horstransit (CVS)



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom

Le démarrage de la saison des croisières est en revanche satisfaisant, avec un nombre de croisiéristes pour les mois de novembre et décembre en hausse de 11,3 % sur un an.

VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est établie en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (-0,4 %) de même qu'en 2013 (-0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013), INSEE, OCDE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : février 2013 - Dépôt légal : février 2013 – ISSN 1952-9619